

compte du fait que les "soixante familles y exercent une influence autrement prépondérante, malgré l'absence de "lobbies" particuliers, que celle des grands syndicats avec leurs 16 millions de membres.

Il est vrai que, dans la mesure où le capitalisme américain traverse depuis près de 20 ans une période de profits élevés et de prospérité, les couches dirigeantes de la bourgeoisie peuvent se permettre le luxe de répartir périodiquement une partie -fort réduite- de ce gâteau entre différentes classes sociales et différentes couches de la classe capitaliste elle-même. Il est vrai aussi que, dans l'intérêt du maintien de la stabilité économique et de la "paix sociale", la grande bourgeoisie a appris qu'il est plus efficace d'éviter l'écrasement de certaines couches particulièrement exposées à la concurrence et aux méfaits des oscillations conjoncturelles (paysans, commerçants, etc.). Le gouvernement, agissant comme "conseil d'administration de la classe bourgeoise" dans son ensemble, dispose de puissants moyens d'action pour satisfaire telle ou telle couche particulièrement mécontente à un moment donné. Mais tout cela se passe dans le cadre d'un règne de plus en plus absolu et ouvert des trusts monopoleurs, et sur l'économie et sur l'Etat lui-même. Qu'on examine les chiffres sur la concentration du capital qui se poursuit plus rapidement que jamais, sur la différence entre le taux de profit monopoleur et celui des secteurs non monopolisés; qu'on se rende compte de la fraction de plus en plus élevée du revenu national que représentent ces profits, et l'on ne peut douter de la validité éclatante de l'analyse marxiste-léniniste du capitalisme monopoleur.

Une variété "réformiste" des théories sur le "contrepois" créé aux trusts monopoleurs est la théorie dite de "l'économie mixte", représentée X par des adhérents sociaux-démocrates de l'école de Keynes (LERNER, etc.). D'après eux, l'économie d'aujourd'hui aurait perdu son caractère strictement capitaliste du moment que l'Etat, par d'énormes impôts et par le secteur public de l'économie, concentre entre ses mains une fraction importante du revenu national (de 25 à 30 % en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis). Ce serait là la base économique, "objective", du degré d'indépendance et d'autonomie obtenu par l'appareil d'Etat par rapport aux trusts monopoleurs. Les professeurs américains SLICHTER et SAMUELSON défendent une thèse analogue, parlant même d'économie "travailleuse".

Ces réformistes oublient de répondre à la question : qui dirige, qui contrôle l'Etat? Qui gère ce secteur "public" de l'économie? Une analyse concrète de la question (il nous manque ici le temps pour poursuivre en détail une telle analyse) confirmera dans chaque cas que les nationalisations de secteurs réalisées dans des pays comme la Grande-Bretagne et la France ont été des nationalisations des secteurs de base déficitaires, dont les secteurs manufacturiers-clés ont largement profité, même si, pour des raisons politiques, ils les ont temporairement combattues. La même chose est vraie pour des entreprises publiques aux Etats-Unis dans le secteur de l'électricité, de la construction routière, etc. Quant à la redistribution du revenu national par des taux effectivement très progressifs d'impôts directs dans les pays anglo-saxons, elle est en grande partie neutralisée par des impôts indirects non moins exorbitants, supportés avant tout par les masses travailleuses. Comme on l'a déjà indiqué, l'Etat qui di-